



CCFD-Infos N° 65 – juin 2014

CCFD du Doubs, 18 rue Mégevand 25 000 Besançon

Tél : 03 81 25 28 05 – Mél : ccfd25@ccfd-terresolidaire.org

permanence les mercredis de 14 h à 17 h

site national : <http://ccfd-terresolidaire.org/>

blog de Bourgogne- Franche-Comté :

<http://blog.ccf-d-terresolidaire.org/bfc>



L'édito de l'équipe d'animation

« Cultivons notre humanité ! »

Quelques jours après les élections européennes, le pape François était en visite en Palestine. Au cours de son voyage, il a visité le mémorial de la Shoah à Yad Vashem. Voici quelques phrases de son intervention :

« Qui es-tu homme ? De quelle horreur as-tu été capable ? Qu'est-ce qui t'a fait tomber si bas ?... »

Dans ce contexte, il nous est bon d'entendre une rescapée du camp d'Auschwitz, Magda Hollander Lafon, qui s'adressait ces temps derniers à des jeunes lycéens :

« Mon seul désir, en témoignant, c'est que vous trouviez confiance en vous-même, que vous soyez capables de vous engager en personnes libres.

Restez fidèles à vous-même, ne vous désertez pas en croyant répondre à l'attente d'autrui sur vous ou par peur d'être moins aimés.

Je vous invite à résister aux influences extérieures, à choisir vos sources d'information. N'avez comme vérité tout ce qu'on vous raconte.

Lorsque vous êtes témoins d'une situation que vous ressentez comme inacceptable, humainement injuste, faites-vous confiance.

Discernez, choisissez et devenez responsables de votre choix.

Transformez l'indifférence et l'ignorance (qui sont pour moi la mort de l'homme, la mort de l'humanité) en solidarité dans la foi en la vie.... Il vous reste, maintenant à imaginer ensemble comment œuvrer, comment cultiver de vrais liens avec moins de peur, pour retrouver en vous l'espérance en l'humanité de l'homme, pour devenir des témoins vigilants, aujourd'hui, là où vous êtes.

Vous êtes bâtisseurs et responsables de votre devenir.

Laissons retentir en nous cet envoi vers notre vie ».

« Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ». (Hölderlin, poète allemand).

Du local à l'international, cultivons notre humanité.

Dans son témoignage de l'accompagnement des demandeurs d'asile, Jeannine nous a partagé comment sa foi, au cours de ses rencontres, se vivait dans l'« inattendu ».

Espérer, c'est être prêt à ce que le salut, la vie surgisse à côté.

Bon été.

Gaby Rognon

Du CCFD-Terre Solidaire :

- **Samedi 11 octobre 2014** : la **Journée régionale**, à laquelle vous êtes tous invités, sera :
 - 1) le lancement du plan d'action du **Projet régional pour les 3 années à venir**, de 2014 à 2017 « **Égalité hommes-femmes** »,
 - 2) le lancement d'application du **Rapport d'orientation 2014 – 2020**

Le texte complet du Rapport d'Orientation « Pour une Terre solidaire et fraternelle » est disponible, n'hésitez pas à nous le demander.

- **les mardis 21/10, 27/1/2015 et 2/6 : Assemblées diocésaines**
- **le 17 janvier : formation diocésaine**

Avec des associations partenaires :

- **Du 2 au 5 juillet : Université d'été de la solidarité internationale du CRID**, à Rennes : « Bien vivre ensemble, c'est possible ! »
- **Samedi 12 juillet : Cercle de silence à Besançon**, Place Pasteur
- **Vendredi 17 octobre : conférence-débat de Gaël GIRAUD à Besançon**
- **Dimanche 16 novembre : au Grand Kursaal – 2ème Fête de la Diversité (12 h à 18 h)**
- **Du 15 novembre au 23 novembre : Semaine de la Solidarité internationale**

A la Pommeraye : lancement du rapport d'orientation 2014-2020 « Pour une terre solidaire et fraternelle »

Claudine Bonnet et Maryse Fischer, de la délégation du Doubs, participaient au lancement du rapport d'orientation du 9 au 11 mai ; voici leurs témoignages :

Après deux ans de travail, le nouveau Rapport d'Orientation est né et le CCFD-Terre Solidaire a organisé un rassemblement de 250 personnes issues de : réseau de bénévoles, mouvements et services d'Église composant la collégialité, partenaires du Sud représentés par Ignacio Arboleya venant d'Uruguay et salariés.



J'ai eu la chance d'y participer avec Maryse pour la délégation du Doubs. Se retrouver pendant trois jours avec des personnes venues de toutes les régions de France et représentant toutes les composantes du CCFD-Terre Solidaire, permet de prendre de la hauteur et de mieux appréhender l'action du CCFD-Terre Solidaire dans toutes ses dimensions.

Toutes les conditions étaient réunies pour favoriser la rencontre, l'échange, l'écoute et l'approfondissement : alternance de carrefours et de séances plénières, sans oublier les temps de convivialité et la célébration de clôture...

L'objectif de cette rencontre était de commencer ensemble à s'approprier ce nouveau Rapport d'orientation : un souffle, des perspectives, une dynamique pour les années à venir, qui étaient palpables pendant ces trois jours. Le chantier est vaste et chacun de nous est invité à y participer.

Claudine

De ce Forum « Pour une terre solidaire et fraternelle », je témoignerai seulement de quelques moments phares qui me paraissent éclairer notre nouveau Rapport d'orientation (RO).

- Une bonne partie du samedi a été consacrée à la notion de **transformation sociale** (pages 21 à 23 et 63 du RO). En atelier, en compagnie de Jean-Baptiste (du partenariat international pour l'Amérique latine) nous avons suivi « la bataille de l'eau », remportée par l'ASA (Articulation du Semi-Aride) un gros collectif d'associations (dont des partenaires) dans le Nordeste au Brésil, une région soumise à des sécheresses récurrentes dans les années 90. Cette réalisation (1 million de citernes financées par l'État et construites par les citoyens) concerne 1,7 millions de familles qui accèdent ainsi à une agriculture, une activité économique et une formation. Nous avons décortiqué les étapes incontournables et les caractéristiques de cette transformation sociale réussie, dont nous pouvons nous inspirer:

la prise de conscience et l'indignation devant une situation inacceptable, la recherche des causes et de solutions concrètes adaptées, le travail collectif et en réseau : une sorte de contagion avec changement d'échelle, la mobilisation dans la durée et de manière réactive, la concertation avec les acteurs bien identifiés à tous les niveaux y compris politiques pour agir sur les structures. Associée à une vigilance permanente, cette dynamique a été porteuse de libération et d'émancipation.

Lors de la synthèse des ateliers, en plénière, Ignacio Arboleya voit l'action conduite par ces groupes comme « des catalyseurs de transformation sociale » et il assure que « **les initiatives qui émergent de la société doivent être traduites par les acteurs publics** » pour aboutir à un nouvel ordre social.

- Les **séances plénières** ont été des **moments forts de ressourcement (nos racines) et d'appels pour l'avenir (nos horizons)**.

Oui, nous agissons sur les causes structurelles de la faim !

Oui, nous ancrons notre action dans l'Évangile et dans la pensée sociale de l'Église !

Oui, nous avons à accueillir de nouveaux bénévoles, dans la rencontre, le partage, l'enthousiasme, même si cela nous bouscule, et il nous faut être dans une « naissance confiante », dans la diversité de nos compétences ! Sachons aussi nous dire merci les uns aux autres !

Oui aussi, la collecte fait partie de « notre ADN » et le développement des ressources est une urgence pour que le CCFD-Terre Solidaire puisse continuer sa mission.

Comme Claudine, je mesure la chance d'avoir vécu ce souffle et souhaite à chacun-e, belle découverte de ce rapport d'orientation et beau « chemin » !

Maryse



Des réseaux thématiques ouverts à tou-te-s

Voilà une des nouveautés de ces dernières années dans la vie et l'organisation du CCFD-Terre Solidaire. Le nouveau Rapport d'Orientation leur reconnaît une place et un rôle croissants (voir p. 46-47 du R.O. à demander au CCFD-Terre Solidaire), tant pour approfondir la réflexion et dégager des pistes d'action que pour permettre d'atteindre de nouvelles personnes et les faire participer à la vie du CCFD.

De quoi s'agit-il ?

De rassembler et de favoriser les échanges entre des personnes qui ont envie de s'investir plus sur un sujet touchant à l'une ou l'autre des thématiques que porte le CCFD.

La participation à un réseau thématique est individuelle et n'engage pas la délégation diocésaine, même si celle-ci peut évidemment faciliter informations et démarches d'inscription. Chaque réseau, soumis à une charte de fonctionnement, est piloté par un comité d'animation (composé de salariés et de bénévoles en région) et se réunit physiquement un week-end par an (à Paris en général) pour faire le point et avancer la réflexion, à partir d'échanges par courriel durant l'année.

Il existe pour l'instant 6 réseaux thématiques, les voici avec la date de la réunion annuelle :

Israël- Palestine (le plus ancien) : 7- 8 février 2015

Migrants : la réunion annuelle a eu lieu en mai 2014

Roms :	29 – 30 novembre 2014
Finances solidaires :	6 – 7 septembre : « débutants » et 11- 12 octobre : réunion annuelle
Responsabilité sociale des entreprises (RSE) :	22 – 23 novembre 2014
Souveraineté alimentaire (le plus récent) :	la réunion annuelle a eu lieu en mai 2014

Pour l'instant dans la délégation du Doubs, Maryse Fischer participe au réseau RSE et Jean-Pierre Amiotte au réseau Souveraineté alimentaire.

L'Équipe d'Animation Diocésaine souhaite que l'invitation à participer à l'un ou l'autre de ces réseaux soit entendue et répercutée le plus largement possible, au sein des équipes locales mais aussi aux personnes sympathisantes qui se sentent intéressées par le thème et ont envie de l'approfondir collectivement.

Pour en savoir plus vous pouvez contacter le CCFD-Terre Solidaire,
soit par mail : ccfd25@ccfd-terresolidaire.org soit par téléphone : 03 81 25 28 05



Soirée-débat « Travail et salaire décents : c'est vital ! » par Nayla AJALTOUNI



Le 19 mai dernier, Nayla AJALTOUNI, coordinatrice du Collectif Éthique sur l'étiquette ESE [1], était l'invitée de l'Action catholique ouvrière ACO, du CCFD-Terre solidaire et de RéCiDev.

Nayla ouvre la soirée avec un extrait du documentaire « Les damnées du low cost »[2] qui nous plonge dans ce drame de la mondialisation : l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh le 24 avril 2013, causant la mort de 1138 ouvrières du textile et faisant 2000 blessées. Ce documentaire enquête auprès des victimes et de ceux qui luttent pour des changements de pratiques dans les ateliers où les ouvrières fabriquent les vêtements que nous portons au quotidien.

• **Une dilution extrême des responsabilités**

Le Bangladesh est le 2ème exportateur de vêtements après la Chine et le secteur textile représente 80 % des exportations du pays qui connaît une croissance économique à deux chiffres.

Mais ce modèle économique hyper spécialisé, grand utilisateur de main d'œuvre, a seulement permis que « *des femmes passent de l'extrême misère à la pauvreté* » déplore Nayla.

Le drame du Rana Plaza a révélé au grand jour les pratiques utilisées pour produire toujours plus, plus vite et moins cher. Qui est responsable ? Qui va indemniser ces jeunes femmes certaines handicapées à vie ? « *Les responsabilités sont multiples : l'état défaillant n'est pas en mesure de protéger ses propres citoyens, les multinationales donneuses d'ordre ignorent leurs sous-traitants et les sous-traitants locaux sont bien souvent aussi les législateurs soucieux de leurs intérêts personnels* » constate Nayla. La mondialisation non régulée a conduit à une concurrence entre les pays dans une course au moins-disant social et à ce système de sous-traitance démultipliée : la dilution des sous-traitances entraîne la dilution des responsabilités.

• **Le Rana Plaza : la face émergée de l'iceberg**

Éthique sur l'étiquette fait les mêmes constats dans d'autres secteurs de production (jouet, électronique) à travers le monde. Dans tous ces secteurs, les salaires ne couvrent pas les besoins fondamentaux des travailleurs. Au Bangladesh, le salaire, bien que passé de 28 à 50 dollars mensuels, est très inférieur aux 100 dollars minimum demandés par les syndicats pour couvrir seulement l'essentiel : nourriture, santé, éducation, car le pays n'offre ni protection sociale, ni scolarité gratuite. La notion de « salaire vital » [3] prend en compte ces différents besoins essentiels.

Les conditions de travail sont hors des normes internationales (OIT, ONU) : 12 à 15 heures par jour,

dans des conditions très pénibles et avec des heures supplémentaires imposées pour répondre aux pics de production liés aux pics de consommation !

Si les syndicats sont autorisés, les mouvements sociaux sont réprimés et il est impossible de négocier les conditions de travail malgré l'évidente défaillance de la sécurité. Déjà, ESE était intervenu auprès des multinationales à la suite d'un incendie à Tasreen au Bangladesh, en novembre 2012, qui avait causé la mort de 112 travailleurs, mais sans obtenir aucune avancée : « nos systèmes de sécurité sont performants » avait été la seule réponse ! Pourtant le Bangladesh comptait de début 2012 à ce 24 avril 2013, un triste bilan de 700 morts dans ses ateliers.

- **Une avancée grâce à la mobilisation citoyenne !**

L'horreur et l'échelle du Rana Plaza a suscité une réaction médiatique et citoyenne de grande ampleur. La pétition lancée sur les réseaux, au lendemain du drame a recueilli en une semaine un million de signatures ! Une telle mobilisation a ébranlé les marques, soucieuses de leur image. Ainsi l'Accord sur la sécurité des bâtiments et la prévention des incendies au Bangladesh a été signé, sous l'égide de l'OIT, entre les syndicats nationaux et internationaux et 150 multinationales : celles-ci se sont engagées **à financer des inspections indépendantes** dans les usines textiles au Bangladesh et à trouver avec leurs fournisseurs les moyens de rénover les locaux et **assurer la sécurité** des travailleurs. « *C'est une grande victoire de la mobilisation citoyenne, car cet accord signé est contraignant* ». À ce jour les inspections ont commencé et la sécurité devrait progresser.

- **Le coeur du problème : « 1138 morts, est-ce trop peu pour une loi ? »**

Avec la découverte, dans les décombres du Rana Plaza, d'étiquettes de la marque In Extenso commercialisée par Auchan, la responsabilité de cette multinationale est avérée ; pourtant celle-ci refuse de reconnaître sa responsabilité et d'indemniser les victimes : « *Nous n'étions pas informés, il s'agit d'une sous-traitance sauvage* ! ». Mais alors, pourquoi investir au Bangladesh si les pratiques y sont si mauvaises ? Pour mettre fin à l'impunité des multinationales, Éthique sur l'étiquette, le CCFD-Terre Solidaire, Peuples Solidaires, plaident pour **une loi qui établirait la responsabilité juridique mère-filiale** et permettrait des actions de justice en cas de violation de droits humains. Quatre groupes parlementaires ont déposé une proposition de loi en ce sens. Il s'agit en fait de traduire dans la législation française les principes directeurs de l'ONU signés par les États en de 2011 qui font obligation de « **protéger** (par les états), **respecter et réparer** (par les entreprises) » dans des domaines plus larges que le seul secteur textile.

Seule une loi par son caractère contraignant impliquant des actions possibles en justice, peut obliger à un devoir de vigilance et prévenir d'autres drames !

Et pourtant une telle loi est bloquée depuis plusieurs mois, car elle suscite les foudres du Medef et de l'Afep[3]. Alors que les multinationales se portent bien et que les travailleurs du Nord pâtissent aussi d'une pression sur les conditions de travail, elles ont également à contribuer à l'intérêt général. Sur ce sujet, seul ou avec d'autres ONG, Éthique sur l'étiquette interpelle les multinationales.[4]

La mobilisation citoyenne est un levier très puissant, bien meilleur qu'un boycott qui imposerait aux ouvrières du Bangladesh une « double peine ». Il faut la mettre en œuvre et nous vous invitons à signer cette pétition au Président de la République : « *Pour que les droits humains prévalent sur la course au profit, pour que les entreprises assument leurs responsabilités, pour que justice soit rendue aux victimes, nous vous demandons de soutenir cette proposition de loi* », en cliquant sur le lien :

https://secure.avaaz.org/fr/petition/Francois_HOLLANDE_President_de_la_Republique_Rana_Plaza_1138_morts_le_cout_de_limpunite_des_multinationales/



[1] Créé en 1995, le collectif ESE est constitué de 20 organisations : ONG de solidarité internationale – dont le CCFD-Terre Solidaire –, syndicats, mouvements d'éducation populaire, associations de consommateurs. Il est la branche française de la Clean Clothes Campaign présente dans 16 pays européens. Site web : www.ethique-sur-etiquette.org

[2] Le documentaire « **Les damnés du low cost** » a été tourné à l'occasion de la mission que Nayla a effectuée sur place avec Antonio Manganello (chargé de mission pour la responsabilité sociale des

entreprises (RSE) au CCFD-Terre Solidaire). Il est disponible : demandez-le pour animer une soirée.

[3] Afep : Association française des entreprises privées

[4] À l'issue d'une enquête commune, un communiqué de presse a été publié : « Multinationales et droits humains : les entreprises du CAC40 s'expriment », il se trouve en fichier joint.



Élections européennes du 25 mai 2014

Le CCFD Terre Solidaire national avait élaboré un « **Pacte pour une Europe solidaire et respectueuse des droits humains** » (texte disponible sur le site internet du CCFD), un peu à l'image de celui qui avait été produit pour les élections présidentielle et législative du printemps 2012. Ce « pacte » européen n'a pas été tiré en nombre pour diffusion publique comme celui de 2012 l'avait été. Et ce pour diverses raisons, mais entre autre parce que la campagne électorale se présentait très différemment (grandes circonscriptions, listes de candidats tardives, avec des candidats très « éclatés » géographiquement). Néanmoins, il semble qu'avec ce pacte et celui de 2012 nous sommes vraiment bien équipés en argumentaires solides et ré-exploitable sur les thématiques essentielles que porte le CCFD Terre Solidaire dans son combat pour un vrai développement partout dans le Monde (cf le nouveau R.O.).

Le contenu de ces pactes reste bien sûr accessible sur le site du CCFD, ce qui permet de mieux s'approprier les axes portés et de les répercuter quand l'occasion se présente.

Nous nous étions organisés entre référents plaidoyer du Grand Est pour porter ce pacte selon la distribution géographique des candidats.

Nous l'avons proposé, souvent avec succès, aux candidats des principales listes en présence qui étaient « domiciliés » dans le territoire de notre D.D. (à l'exception notable du F.N. que la coordination nationale des ONG françaises de Solidarité Internationale, Coordination SUD, avait décidé de ne pas « démarcher »). Evidemment le résultat de ces élections fait que relativement peu d'élus français en sont signataires : pour l'ensemble des élus français, 45 se sont engagés sur une ou plusieurs des 10 propositions du Pacte, ainsi les propositions du CCFD ont fait leur chemin dans les formations politiques contactées.



La loi d'orientation et de programmation pour le développement et de solidarité internationale

Pour le CCFD-Terre Solidaire, cette loi constitue un enjeu fondamental pour les pays du Sud, parce qu'elle devrait permettre que le groupe Agence française de développement[1], lorsqu'il soutient des investissements au Sud, **exige** que ces investissements bénéficient aux populations. Autrement dit : la « diplomatie économique » qui œuvre au rayonnement de nos entreprises à l'étranger ne doit pas se résumer à des parts de marché mais s'accompagner d'une véritable lutte contre la faim et la pauvreté au Sud et leurs multiples causes : fiscales, sociales, environnementales...[2]

On a vu dans le précédent CCFD-Infos que la loi adoptée par l'Assemblée nationale en février 2014, présente une avancée, même si elle ne comporte pas les exigences attendues.

La Commission des Affaires étrangères du Sénat avait commencé par « détricoter » les amendements exigeant la transparence fiscale des entreprises soutenues par l'AFD. Le texte adopté en séance plénière du Sénat le 26 mai dernier a finalement rétabli ce volet : « *un peu de transparence fiscale mais barrage du gouvernement sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE)* » titre le communiqué de presse du CCFD-Terre Solidaire au lendemain du vote. Et pourtant, lorsqu'on pense aux victimes du Rana Plaza, on sait bien qu'il y a urgence en terme de responsabilité sociale des multinationales !

Cette loi étant en procédure accélérée n'a pas été lue en 2ème lecture mais examinée par une

Commission (7 députés et 7 sénateurs). Le texte définitif a dû être voté le 23 juin.

[1] : groupe AFD : l'agence française de développement et sa filiale financière Proparco.

[2] En complément, on pourra lire le communiqué de presse sur la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire (NASAN) conclue par le G8 et dont Maureen Jorand nous a parlé lors de la soirée-débat de mai 2013 : une alliance conçue pour « éradiquer la faim » mais qui exclut les populations locales et déroule le tapis rouge pour les multinationales.



Conférence de Gaël Giraud :

Notre avenir appartient-il aux marchés financiers ?

La transition écologique : une chance pour l'humanité ?

Le vendredi 17 octobre 2014 , à 19H45

à l'Amphithéâtre Fourier,

Faculté de droit - 45 avenue de l'Observatoire - Besançon

« En Europe, la situation financière apparaît plus alarmante qu'à la veille du krach de 2007 »,

écrivait Gaël Giraud dans Le Monde du 12 novembre 2013.

Gaël Giraud est jésuite, directeur de recherche au CNRS, membre de l'École d'économie de Paris et auteur de l'ouvrage « L'illusion financière : des subprimes à la transition écologique ». Il a soutenu activement la campagne du CCFD-Terre solidaire « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux ».

Ce vendredi 17 octobre, Gaël Giraud nous fait la faveur exceptionnelle d'une conférence à Besançon, invité par un ensemble d'associations : ATD Quart-monde, le Collectif Roosevelt de Besançon, le CCFD-Terre Solidaire, Les Amis de la Vie, l'Observatoire social diocésain et le Service diocésain de la formation.

G. Giraud abordera des questions cruciales et pourra éclairer notre réflexion citoyenne : comment sortir de l'impasse économique et sociale dans laquelle la crise financière des subprimes a plongé les États et les populations depuis 2008 ? En quoi la crise des dettes publiques est-elle la conséquence de cette crise financière ? Y a-t-il d'autres issues que la généralisation des plans d'austérité budgétaire, le paiement des dettes bancaires par les contribuables et la déflation ? **Notre avenir appartient-il aux marchés financiers ? Pouvons-nous encore agir et imaginer une solution de sortie de crise humaine, adaptée et efficace ?**

D'autre part, les contraintes énergétique et climatique imposent de changer de modèle : **préserver les biens communs plutôt qu'accumuler les biens privés** dans une course démesurée et ainsi mettre en œuvre la **transition écologique** comme solution aux problèmes économiques, sociaux et aux inégalités croissantes ? N'est-elle pas la voie vers une prospérité viable et humaine, conduisant à plus de justice entre les états du Nord et du Sud et au sein de nos sociétés ?

En résumé, cette transition écologique et énergétique, loin d'être un problème pourrait être une chance pour l'humanité !

Au moment où s'ouvre le nouveau rapport d'orientation du CCFD-Terre solidaire, qui fait de « **la viabilité écologique et la justice environnementale** » un enjeu transversal, cette conférence est une belle opportunité pour s'approprier cette dimension de nos engagements.

Alors, retenez votre soirée et invitez largement autour de vous : une manière de mettre en marche la machine de la « transformation sociale » !

Université d'été de la Solidarité Internationale organisée par le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

Le CCFD-Terre Solidaire participe à cette Université d'été par l'engagement de ses bénévoles en Bretagne dans le cadre du collectif local et par la participation à l'organisation de plusieurs modules et ateliers de formation, ainsi que par l'appui à la venue de plusieurs de nos partenaires internationaux. Les inscriptions à la 8ème édition de l'Université d'Été de la Solidarité Internationale sont ouvertes !

Elle aura lieu du 2 au 5 juillet 2014 à Rennes pour 4 jours de débats, d'échanges, de soirées et de rencontres informelles !

Le thème retenu s'intitule :

**« Bien vivre ensemble, c'est possible !
Des alternatives pour des transitions solidaires »**

Cette année, l'Université d'Été s'inscrit dans **la thématique des transitions**. Afin de contrer le pessimisme ambiant résultat des discours alarmant sur l'état de notre monde (tant au plan social que politique, économique et environnemental), elle mettra en avant les alternatives existantes à nos modèles actuels de développement.

Au programme de cette édition :

- Des temps de formation sur la culture de paix, les transitions, les migrations internationales, les jeunes dans la solidarité internationale, l'accès à l'eau...
- Des temps de débat sur la bio piraterie, la souveraineté alimentaire, la dynamique Alternatiba, les discriminations, les violences faites aux femmes...
- Des conférences gesticulées, des soirées, des animations tout au long des temps informels, des jeux associatifs, des projections de documentaires, des concerts...

Faisant écho à des processus en cours, ces 4 jours de rencontres et de dialogues auront pour but d'échanger et de former les citoyen-ne-s que nous sommes aux moyens à mettre en œuvre pour la construction de transitions solidaires.

Rendez-vous donc à Rennes en juillet 2014 ! et sur le site de l'Université d'Été pour vous inscrire : www.universite-si.org

Mobilisation pour l'accueil des demandeurs d'asile

quelle évolution ?

- Au niveau national, les Présidents de six associations du Vivre-ensemble, dont Guy Aurenche, ont donné une conférence de presse (voir l'appel « Pour une mobilisation du vivre ensemble face à la montée des intolérances ».dans CCFD-Infos n° 64) le 20 mai c'est-à-dire dans la semaine précédant les élections européennes. Peu d'écho dans les médias ont relayé cet appel.

Sur le plan local, pour insister sur cette démarche de nos présidents, nous avons appelé à une conférence de presse commune le 21 mai : le CCFD-Terre solidaire, la Cimade, Emmaüs et le Secours catholique étions représentés ; RCF et France-bleue ont répondu à notre appel, nous ont écoutés, longuement et ont interviewé les demandeurs d'asile que nous avons invités : Marie de RDC, Hafir du Kosovo et Baïe de Gambie reconnu comme réfugié.

- Sur le terrain, nous avons peu d'informations sur le nombre de personnes demandeurs d'asile sans hébergement à Besançon. Nous apprenons par le collectif A la Rue des situations de détresse comme celle-ci : madame X, originaire du Kosovo, seule avec ses 6 enfants de 2 à 10 ans demande l'asile depuis plusieurs années : tous se trouvent actuellement à la rue depuis 10 jours. Le CDDLE effectue des démarches auprès de la Préfecture pour obtenir d'urgence un hébergement pour cette famille.

- Un point difficile : jusqu'en avril les accueils de jour permettaient aux demandeurs d'asile qui passent la nuit au Glacis, à l'ex-maternité de Saint-Jacques ou qui sont à la rue, de trouver un lieu humain. Depuis le 1^{er} avril ces lieux ferment à 14 h y compris pour les familles. De ce fait ces familles avec des tout jeunes enfants, ou/et des enfants scolarisés qui ont besoin d'un lieu pour leur travail scolaire - et c'est un facteur d'intégration important - se retrouvent dehors jusqu'à 20 h.

- **« Mobilisation : accueil de l'étranger » par le Diocèse de Besançon.**

C'est pour répondre à ce besoin crucial que s'est mis en place un accueil sur la base du bénévolat. À la suite de l'appel lancé par Thiphaine fin mai, trente personnes ont répondu et se relaient tous les après-midi de semaine, une ou deux fois par mois. La Préfecture a donné son soutien en engageant des travailleurs sociaux qui sont présents tous les après-midi. L'accueil fonctionne donc depuis le 15 juin à la Boutique du quai de Strasbourg qui peut recevoir 40 personnes : les enfants avec un des 2 parents, pour une présence, des jeux, des premiers pas... L'accueil des familles à la Buanderie est assuré par des travailleurs sociaux. Ce système devrait fonctionner jusqu'au 31 octobre.

Un hébergement selon le réseau Welcome (<http://www.jrsfrance.org/>) a démarré à Besançon et les environs, l'étude est en cours pour une mise en place plus large.

Vous souhaitez organiser une action d'accueil : une table ouverte, une journée ...

ou vous êtes intéressé par Welcome :

vous pouvez joindre Thiphaine, elle vous aidera dans votre démarche.

mail : accueildeletranger@mondio16.com

tél : 06 48 72 42 88

Ces actions en marche ne sont-ils pas les signes que nous invite à repérer Guy Aurenche dans son blog du 3 juin 2014 ? :

« C'est au nom du réalisme, et non de l'optimisme, que **je vous invite à repérer toutes les actions qui font du Vivre ensemble en France une réalité.** Et ce, contrairement aux idées répandues par les extrêmes et par certains médias affirmant que les Français seraient racistes et xénophobes, se replieraient sur eux et deviendraient de plus en plus individualistes. ...Je sais que les crises font souffrir nombre de personnes et provoquent des replis frileux. Je sais que la violence est bien présente dans notre monde. Je sais que le règne de l'argent domine. Mais il est manipulateur et mensonger de réduire à ces seuls comportements le quotidien des Français. Pour le démontrer, pas de discours mais le repérage de tous les gestes de solidarité qui brillent autour de nous, et leur diffusion dans notre entourage ».



La semaine de la solidarité internationale : « La Semaine »

Chaque 3^{ème} semaine de novembre, la Semaine est le grand rendez-vous national de sensibilisation à la solidarité internationale et au développement. Cet événement est « orchestré » par un comité national : le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement).

Comme en 2012 et 2013, le thème national 2014 est celui **des Droits à l'Essentiel**, thème qui laisse aux acteurs une large part de liberté dans le choix du message qu'ils souhaitent transmettre. <http://www.lasemaine.org/>

En France-Comté, RéCiDev et le CERCOOP coordonnent sept relais locaux, dont Besançon. L'année 2014 a été déclarée par l'ONU « année internationale de l'agriculture familiale » ; aussi nous pourrions mettre l'accent sur les enjeux de sécurité alimentaire, de conservation de la biodiversité agricole, de préservation des économies locales et du bien-être des communautés...

Si vous souhaitez organiser une action de sensibilisation ou d'éducation dans le cadre de la Semaine, vous pouvez contacter RéCiDev par téléphone : 03.81.41.05.87 ou par mail : contact@recidev.org

L'équipe de communication : Marie-Madeleine Amiotte, Jean-Pierre Amiotte, Maryse Fischer, Jean-Paul Maigrot